



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Région de Kara

Le Général de Brigade Adjitowou Komlan officiellement installé gouverneur
Nommé par décret présidentiel le 23 août 2024, le Général de Brigade Adjitowou Komlan a été officiellement investi dans ses fonctions de gouverneur de la région ... • (Page 04)

Energie

Le Japon mise tout sur les renouvelables
L'archipel nippon souhaite que les énergies renouvelables représentent désormais sa première source d'électricité à l'horizon 2040, selon le nouveau plan ... • (Page 08)

Transparence dans les industries extractives • (Pages 03)

Le Conseil d'administration de l'ITIE félicite le Togo



Transformation numérique • (Page 04)

62 milliards de FCFA de la Banque mondiale pour le Togo

OPTIMUM 2025

Féerie des affaires, un rendez-vous incontournable à Lomé
OPTIMUM 2025, l'événement phare du monde entrepreneurial, revient après le succès éclatant de sa première ... • (Page 02)

Développement agricole

La Banque mondiale disposée à accompagner le Togo
Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le 17 décembre 2024 à Lomé, Marie-Chantal Uwanyiligira, ... • (Pages 04)

Afrique / santé

Des partenaires investissent 45 millions USD dans la production de vaccins
Dans le cadre de leurs efforts continus pour renforcer la santé publique et améliorer l'accès aux vaccins en Afrique, la Société financière ... • (Page 06)

Fêtes de fin d'année

Entre rêves d'enfants et angoisses des parents
A quelques jours de la fête de Noël, l'effervescence habituelle des fêtes de fin d'année peine à se faire sentir à Lomé, la capitale togolaise. La morosité ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel: 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

OPTIMUM 2025

Féerie des affaires, un rendez-vous incontournable à Lomé

OPTIMUM 2025, l'événement phare du monde entrepreneurial, revient après le succès éclatant de sa première édition. Prévus dans le cadre enchanteur de Josel Parc à Avenou, cet événement unique offre un espace où innovation et affaires se rencontrent pour propulser entrepreneurs et leaders vers de nouveaux sommets.

• Joël Yanclou

OPTIMUM 2025 s'affirme comme une plateforme incontournable pour les entrepreneurs, dirigeants et professionnels de divers horizons. L'objectif ? Créer des opportunités d'affaires, développer des partenariats stratégiques, et offrir un cadre propice à l'épanouissement personnel et professionnel. Après avoir marqué les esprits lors de son édition inaugurale en 2023, OPTIMUM ambitionne cette année d'atteindre des sommets encore plus élevés. Les participants auront l'opportunité de découvrir des solutions innovantes dans des domaines variés : communication, marketing, transformation numérique, et stratégie. Dans une ambiance inspirante, chaque rencontre au sein de cet événement est pensée pour transformer les idées en actions concrètes. Le choix de Josel Parc, avec son environnement verdoyant et moderne, contribue également à l'expérience immersive d'OPTIMUM 2025. Les dîners-conférences et les



espaces dédiés au réseautage sont conçus pour maximiser les interactions et favoriser l'émergence de projets ambitieux.

Rassembler les entrepreneurs

OPTIMUM 2025 se distingue par sa capacité à rassembler des acteurs de différents secteurs dans un cadre stimulant. En proposant un espace où innovation et collaboration se conjuguent, l'événement s'inscrit comme un accélérateur de projets et de partenariats. Le public cible est vaste : entrepreneurs, consultants, investisseurs, coachs, mais également étudiants et

jeunes diplômés. Ces profils variés reflètent la volonté des organisateurs de bâtir un écosystème entrepreneurial inclusif, capable de répondre aux besoins d'un marché en constante évolution. Grâce à son orientation pratique et stratégique, OPTIMUM 2025 représente une opportunité unique pour les entreprises de se connecter à un réseau influent, de s'outiller avec des solutions de pointe, et de renforcer leur compétitivité sur le marché local et international. Dans un monde où la transformation numérique et l'innovation redéfinissent les règles du jeu, OPTIMUM 2025 s'inscrit comme une réponse aux besoins croissants des entrepreneurs et des entreprises en quête de solutions modernes. Le cadre choisi, Josel Parc, renforce cette vision en offrant un espace à la fois naturel et technologique. Ce lieu symbolise parfaitement l'équilibre entre réflexion et action, entre détente et business. Avec une programmation riche et des participants issus de secteurs variés – allant de la technologie à l'artisanat, en passant par l'immobilier et les finances – OPTIMUM 2025 promet d'être un moteur de croissance et d'inspiration pour tous ceux qui aspirent à repousser les limites de leurs ambitions professionnelles.

PANEL | Thème : Personal branding pour appuyer sa marque.

Speakers:
 - **ULRICH CHADARE**: Serial entrepreneur, DG Co-Fondateur, Grouper Media
 - **EFY SABOUTEY**: Spécialiste en communication digitale, DG Gombo studio
 - **BINTA BARRY**: Consultante en personal branding et Coaching, LinkedIn
 - **EDEM K. AMEVOR**: Docteur en Philosophie, Directeur des études, ISCB-Lomé

OPTIMUM 2025 | Date : 21 Déc. 2024 | 18H00
 Lieu : JOSEL PARC | Avenou en face de Café Informatique

Partenaires & Sponsors: HOPPEZ, Lfril, ZENES, LITG, ocarit, H, DACH Hoppica, etc.

AUX DECIDEURS ...

La BRVM ou l'ambition africaine

13 décembre 2024. Un tournant historique pour la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), qui franchit le seuil symbolique de 10 000 milliards de FCFA de capitalisation, atteignant précisément 10 059 milliards de FCFA, soit plus de 16 milliards de dollars.

Ce cap, inimaginable lors de son lancement en 1998 avec une capitalisation initiale de 836,19 milliards de FCFA, illustre le potentiel inexploité, puis libéré, des économies africaines lorsqu'elles travaillent ensemble. L'évolution de la BRVM est une preuve palpable des efforts conjoints des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) pour bâtir une place financière régionale solide. Depuis sa création, la BRVM a enregistré une progression spectaculaire de plus de 1 102 %, jalonnée par des étapes clés : 3 336 milliards en 2008, 7 966 milliards en 2023, et désormais ce seuil historique en 2024.

Comment expliquer une telle trajectoire ? La réponse réside dans un alignement entre vision politique, réformes économiques et implication des acteurs du marché. La croissance économique moyenne de 5,8 % dans les pays de l'UEMOA depuis deux décennies a été un terreau fertile, mais le succès de la BRVM ne se limite pas à cette seule donnée. Ce sont les réformes structurelles, la digitalisation des processus, l'introduction de nouveaux instruments financiers et la diversification des entreprises cotées qui ont permis à la bourse de prospérer dans un contexte international souvent incertain.

Avec un bond de plus de 2 000 milliards de FCFA en une seule année, la BRVM ne se contente pas d'être une référence régionale ; elle s'impose sur la scène continentale. Désormais classée parmi les bourses africaines les plus performantes, elle est en concurrence avec des mastodontes comme Johannesburg et Casablanca.

L'introduction de la Loterie Nationale du Bénin, valorisée à 100,5 milliards de FCFA, le jour même de ce record symbolique, est une preuve supplémentaire de la capacité de la BRVM à attirer des acteurs majeurs dans des secteurs diversifiés. Plus qu'une plateforme financière, la BRVM est un outil d'intégration régionale, un moteur de croissance et une vitrine du potentiel économique africain.

Ce succès s'accompagne de défis. Le leadership de la BRVM dans l'UEMOA doit s'inscrire dans une vision plus large de l'intégration financière africaine. Avec l'essor de projets panafricains comme la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) et le Système Panafricain de Paiements et de Règlements (PAPSS), la BRVM devra évoluer pour devenir un acteur clé du financement des économies du continent.

De plus, cette croissance devra se traduire par des retombées concrètes pour les populations : financement des PME, mobilisation de l'épargne locale, et démocratisation de l'accès aux marchés financiers.

En franchissant ce cap historique, la BRVM offre une leçon de résilience et d'ambition. Elle prouve que, malgré les crises, les incertitudes et les défis, il est possible de bâtir un écosystème financier performant et inclusif en Afrique.

Le succès de la BRVM est celui d'une Afrique qui croit en elle-même, qui innove et qui avance, portée par des réformes audacieuses et une vision commune. L'histoire de cette bourse n'est pas seulement celle de chiffres, mais celle d'un continent qui se lève, uni et confiant dans son avenir.

À la BRVM, et à toute l'UEMOA, nous disons : bravo, mais surtout, continuez ! Car le meilleur est encore à venir.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Image du jour

28 ans
1996-2024

BRVM
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

- ◆ Au service des pays de l'UEMOA
- ◆ De résilience économique renforcée
- ◆ De réformes stratégiques
- ◆ D'initiatives de promotion

INVESTISSONS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET UNE RICHESSE MIEUX PARTAGEE.

Transparence dans les industries extractives

Le Conseil d'administration de l'ITIE félicite le Togo

Le Conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) est parvenu à la conclusion selon laquelle le Togo a atteint un score modéré (74 points) relativement à la mise en œuvre de l'ITIE. Le pays continue de publier les principales données de son secteur extractif en format ouvert et utilise le processus de l'ITIE pour favoriser un débat public.

• Joël Yanclo

Je félicite les parties prenantes de l'ITIE au Togo pour leurs efforts visant à améliorer la compréhension du secteur extractif par le public grâce au processus de rapportage habituel de l'ITIE», a déclaré la Présidente du Conseil d'administration de l'ITIE, Helen Clark, dans un communiqué de presse en date du 06 décembre 2024. « Une plus grande transparence dans la gestion de l'entreprise d'État, l'identification des bénéficiaires effectifs et la répartition des recettes extractives au niveau infranational pourraient contribuer à garantir que la population togolaise bénéficie davantage des ressources nationales du pays », a-t-il poursuivi.

Le secteur extractif du Togo est modeste

En 2021, il représentait 10 % des exportations totales, 2,5 % des recettes publiques et 1,4 % du PIB. L'extraction du phosphate, gérée par l'entreprise d'État SNPT, est la colonne vertébrale du secteur, tandis que les exportations d'or (environ 10 à 25 tonnes par an) proviennent en grande partie des pays voisins. Le gouvernement détient en outre une participa-



tion de 10 % du capital des entreprises minières privées.

Renforcer la transparence par la lutte contre la corruption et l'octroi de licences

Le Togo a fait des progrès notables en matière de lutte contre la corruption et de transparence dans l'octroi des licences. L'ITIE Togo, avec le concours de la société civile, a utilisé l'outil de diagnostic de corruption du NRG1 pour repérer les vulnérabilités dans des domaines tels que les entreprises d'État, les pratiques de location d'équipement



et la propriété effective. L'ITIE Togo a documenté ces vulnérabilités dans son rapport sur le projet anticorruption. La mise en place d'un cadastre minier numérique marque une avancée importante. Ce portail publie des données sur les détenteurs de licences, les coordonnées géographiques et la validité des licences, fournissant ainsi aux parties prenantes – notamment aux organismes publics, aux entreprises et à la population – des informations actualisées sur les droits miniers. Le Togo a également commencé à publier les contrats miniers et les licences des projets les

plus actifs.

Comblent les lacunes en matière de transparence

Bien que les parties prenantes se soient engagées à mettre en œuvre la Norme ITIE, des lacunes subsistent au niveau des principales divulgations de données. La publication régulière des déclarations financières auditées de la SNPT, la première entreprise d'État du Togo, est essentielle pour améliorer la supervision. Par ailleurs, la transparence des relations financières de la SNPT avec l'État et de sa participation au secteur renforcerait la redevabilité publique. La publication de données sur les volumes et les valeurs des ventes de phosphate, la principale matière première extractive du Togo, permettrait d'instaurer un débat public éclairé et fondé sur des don-

nées en ce qui concerne les politiques relatives à ce minerai important. En outre, l'examen des exportations informelles d'or et de la contrebande en provenance des pays voisins pourrait mettre en lumière des fuites et des flux financiers conséquents dont le Togo pourrait bien bénéficier. Au niveau infranational, des précisions sur les régimes fiscaux et la répartition des recettes sont nécessaires pour aider les communautés à contrôler ce qui est dû, payé et reçu localement. La mise en place de cadres solides pour la divulgation de la propriété effective –

notamment en ce qui concerne les personnes politiquement exposées – reste une priorité pour assurer une plus grande transparence et une plus grande redevabilité dans le secteur.

Renforcer la capacité d'impact

Pour profiter pleinement des avantages de la transparence, les parties prenantes doivent être en mesure d'utiliser efficacement les données de l'ITIE, de plaider en faveur de réformes et de participer à des débats de haut niveau. À cette fin, le groupe multipartite du Togo est invité à surveiller régulièrement l'espace civique et à renforcer la capacité de la société civile à analyser les divulgations. Avec un groupe multipartite engagé et compétent, le Togo peut instaurer des pratiques de gouvernance solides, améliorer la supervision et maximiser le potentiel de ses ressources naturelles afin d'offrir des avantages significatifs à sa population.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Développement agricole

La Banque mondiale disposée à accompagner le Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le 17 décembre 2024 à Lomé, Marie-Chantal Uwanyiligira, Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée. Cet échange a permis de faire le point sur les projets stratégiques financés par l'institution, en mettant l'accent sur l'agriculture et les investissements structurants pour le développement du pays.

● Joël Yanclou

Cette rencontre témoigne de l'excellence des relations entre le Togo et la Banque mondiale. Madame Uwanyiligira a salué la dynamique positive des projets en cours et a rappelé l'importance du partenariat dans le contexte du nouveau Cadre de partenariat 2025-2029. La Banque mondiale, avec une enveloppe de 300 millions de dollars, se concentre sur le développement des filières porteuses comme le soja et le maïs, notamment à travers les Zones d'Aménagement Agricole Planifié (ZAAP). Ces initiatives visent à transformer l'agriculture togolaise pour la rendre commerciale, tout en augmentant les revenus des agriculteurs. Au-delà de l'agriculture, l'institution prévoit d'investir dans des secteurs connexes tels que l'énergie, le digital et les infrastructures. Cette approche intégrée a pour but d'amplifier l'impact socio-économique des projets et de soutenir la transformation structurelle du pays.

Pilier de l'économie togolaise

L'agriculture, pilier de l'économie togolaise, est au cœur de la stratégie de développe-



ment. Les investissements de la Banque mondiale dans ce secteur reflètent une vision partagée avec les autorités togolaises : celle de bâtir une économie résiliente, inclusive et compétitive. En misant sur les ZAAP et les filières stratégiques, le Togo peut espérer renforcer la productivité agricole, créer des emplois et attirer des investisseurs. De plus, l'appui à des infrastructures modernes et aux technologies numériques favorise une chaîne de valeur efficace, de la production à la commercialisation. Les 200 millions de dollars récemment approuvés pour le soutien budgétaire témoignent également de la confiance de la Banque mondiale dans la capacité du Togo à conduire des réformes audacieuses et à répondre aux défis climatiques et sociaux.

Priorités au PND

Avec un engagement total

dépassant mille milliards de dollars, la Banque mondiale est l'un des partenaires majeurs du Togo. Cette collaboration repose sur des priorités alignées sur les ambitions nationales, notamment celles du Plan national de développement (PND). La récente intensification des partenariats est le fruit d'une diplomatie économique proactive menée par le Président Faure Gnassingbé. En diversifiant les secteurs d'intervention, le Togo ambitionne de devenir un modèle en matière de croissance durable en Afrique de l'Ouest, tout en améliorant les conditions de vie de sa population. Le rendez-vous du 17 décembre marque donc une nouvelle étape dans ce partenariat fructueux, annonçant des perspectives prometteuses pour les années à venir.

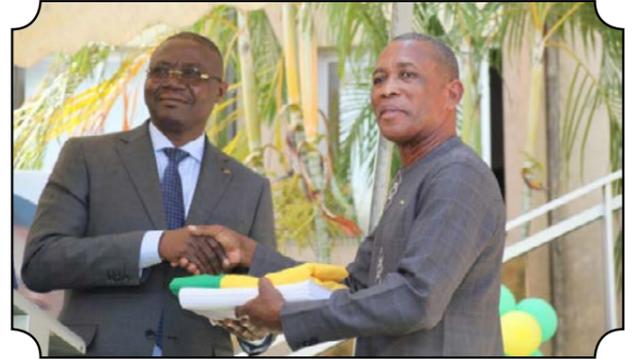
Région de Kara

Le Général de Brigade Adjitowou Komlan officiellement installé gouverneur

Nommé par décret présidentiel le 23 août 2024, le Général de Brigade Adjitowou Komlan a été officiellement investi dans ses fonctions de gouverneur de la région de la Kara lors d'une cérémonie solennelle le 18 décembre 2024 à Kara, en présence de nombreuses personnalités civiles, militaires et traditionnelles.

● Junior Aredola

La ville de Kara, située à 444 km au nord de Lomé, a accueilli la cérémonie républicaine marquant l'installation du Général de Brigade Adjitowou Komlan dans ses nouvelles fonctions de gouverneur de la région. Présidée par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo, au nom du président de la République, cette cérémonie a rassemblé un large éventail de dignitaires, de fils et filles de la région, ainsi que des membres des Forces armées togolaises (FAT). Dans son discours, le ministre Hodabalo a salué l'impressionnant parcours du Général Adjitowou Komlan, mettant en avant son expérience et sa capacité à diriger. Le ministre a rappelé que cette nomination s'inscrit dans la vision présidentielle pour une gouvernance de proximité, incarnée par la Réforme 5 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, dédiée à la décentralisation et la déconcentration de l'État. Le point d'orgue de la cérémonie a été l'installation officielle du gouverneur, marquée par la remise symbolique des insignes de sa fonction, notamment un recueil de textes juridiques, le drapeau national et les cachets



officiels. La nomination du Général de Brigade Adjitowou Komlan reflète la stratégie du gouvernement togolais de placer des figures expérimentées et patriotes à des postes clés dans les régions. Ce choix s'inscrit dans la volonté du président Faure Essozimna Gnassingbé de renforcer la gouvernance locale, la sécurité et le développement socio-économique, en accord avec les objectifs de la feuille de route nationale. Avec une solide carrière militaire, comprenant des postes stratégiques tels que Chef d'état-major adjoint des FAT et Inspecteur général des Forces armées togolaises, le nouveau gouverneur possède une maîtrise des enjeux sécuritaires et administratifs. Ses engagements prioritaires incluent la préservation de la paix, le respect des lois et l'accompagnement des pro-

jets de développement régionaux. Le rôle de gouverneur, récemment institutionnalisé au Togo, s'inscrit dans une dynamique de décentralisation visant à rapprocher l'administration des citoyens. La région de la Kara, reconnue pour sa diversité socio-culturelle et son importance économique, bénéficie d'une attention particulière du gouvernement dans le cadre des projets de modernisation et de développement. Le Général Adjitowou Komlan, conscient de la responsabilité qui lui incombe, s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales, les communautés et les acteurs de développement pour concrétiser la vision du chef de l'État. Il a également souligné sa détermination à répondre aux défis locaux à travers une approche de proximité et un leadership rigoureux.

Transformation digitale

L'ATD lance le programme des ambassadeurs du digital

Le Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale du Togo, en partenariat avec la coopération allemande (GIZ) et l'Union Européenne, a lancé une initiative innovante pour renforcer les compétences en technologies numériques et leadership au sein des administrations publiques et parmi les jeunes professionnels.

● Wilson Lawson

L'Agence Togo Digital (ATD) a récemment annoncé le lancement du programme des Ambassadeurs du Digital, un projet phare destiné à accompagner la transformation digitale des administrations publiques togolaises. Ce programme a pour ambition de former 80 jeunes talents, répartis équitablement entre 40 fonctionnaires du secteur public et 40 jeunes professionnels ou étudiants. Les fonctionnaires seront sélectionnés par un processus de nomination tandis que les jeunes professionnels et étudiants passeront



par une sélection compétitive. En partenariat avec l'African Leadership University (ALU) et le Center for Reimagined Africa (CRA), les participants recevront une formation approfondie en gestion de pro-

jets IT, en développement de produits numériques et en leadership. Ces compétences sont essentielles pour soutenir la digitalisation des démarches administratives et contribuer

à l'amélioration des services publics. Les candidatures pour les jeunes professionnels et étudiants, particulièrement encouragées pour les femmes dans le cadre de l'initiative Nantech, sont ouvertes jusqu'au 6 janvier 2025. Le lancement de ce programme s'inscrit dans une dynamique mondiale où la transformation digitale des services publics devient un levier clé de développement économique et social. En dotant les administrations de compétences numériques pointues, le Togo ambitionne d'améliorer l'efficacité des services publics et d'offrir aux citoyens des solutions modernes et accessibles. En parallèle, l'accent mis sur l'inclusion des jeunes, notamment des femmes, reflète une

volonté de réduire les écarts de genre dans le secteur technologique. Ce programme pourrait également jouer un rôle déterminant dans la lutte contre le chômage des jeunes en favorisant leur employabilité et leur implication dans des projets à fort impact socio-économique. La digitalisation des administrations publiques figure parmi les priorités du gouvernement togolais, alignée avec sa stratégie nationale de transformation digitale. L'Agence Togo Digital, en collaboration avec ses partenaires internationaux tels que la coopération allemande (GIZ) et l'Union Européenne, multiplie les initiatives pour faire du Togo un

hub numérique en Afrique de l'Ouest. Le programme des Ambassadeurs du Digital est une réponse concrète à ces ambitions. Il s'appuie sur une approche inclusive et pragmatique, visant à mobiliser des talents locaux pour piloter la révolution numérique du secteur public. Cette initiative promet d'accélérer la modernisation administrative tout en stimulant l'innovation et la création d'opportunités économiques pour les jeunes togolais. Pour postuler ou en savoir plus, les candidats sont invités à consulter les canaux officiels de l'Agence Togo Digital avant la date limite du 6 janvier 2025.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Togo : un financement de 100 millions de dollars pour accélérer la transformation numérique



WASHINGTON, 18 décembre

2024— La Banque mondiale a approuvé aujourd'hui une première série de financement de 100 millions de dollars (environ 62 milliards de FCFA) de l'Association internationale de développement pour soutenir le gouvernement du Togo dans son ambition d'utiliser les technologies numériques comme levier essentiel pour accélérer la croissance, la création d'emplois et la compétitivité des secteurs prioritaires. Cette série de projets d'accélération numérique au Togo représente un engagement programmatique de la Banque mondiale visant à favoriser l'inclusion numérique, grâce à la connectivité haut-débit, les compétences numériques, l'entrepreneuriat numérique ainsi qu'au renforcement de la résilience au changement climatique par les technologies.

Cette opération permettra de connecter environ 8 000 institutions publiques au haut-débit et à plus d'un million de personnes de bénéficier d'un accès Internet nouveau ou amélioré. Le projet mobilisera des financements du secteur privé et créera des conditions favorables pour étendre la connectivité aux ménages et aux entreprises à proximité. De plus, avec la collaboration de la Société Financière Internationale, le projet fournira des financements pour stimuler les compétences numériques,

améliorant l'employabilité de la population, et l'écosystème entrepreneurial, le rendant plus attractif pour les investisseurs institutionnels. Les investissements dans la connectivité résiliente au climat et le développement de directives informées par le climat pour le secteur numérique renforceront l'efficacité énergétique et la résilience des infrastructures, essentielle pour déployer des solutions numériques pour l'adaptation au changement climatique.

« Cette initiative est une véritable révolution pour le Togo, car nous connectons nos écoles, nos établissements de santé et nos institutions publiques à l'internet très haut débit, ouvrant ainsi la voie à l'innovation et au progrès », a déclaré Mme **Cina Lawson, la Ministre togolaise de l'économie numérique et de la transformation digitale**. « En dotant notre jeunesse de compétences numériques et en favorisant un environnement propice à l'entrepreneuriat, nous posons les bases d'une économie plus compétitive et résiliente. »

Ce financement s'aligne avec la Feuille de route du gouvernement et le nouveau Cadre de Partenariat Pays du Groupe de la Banque mondiale pour le Togo qui identifie la technologie numérique comme un catalyseur transversal essentiel pour la réalisation de ses objectifs stratégiques. La transformation numérique du Togo et

la réduction des fractures numériques existantes aideront le pays à accélérer une croissance inclusive et résiliente, à stimuler la création d'emplois de qualité et améliorer sa compétitivité. Cela s'inscrit dans le droit fil des priorités stratégiques du Groupe de la Banque mondiale, telles que décrites dans le nouveau programme de défi mondial « Accélérer la digitalisation ».

« En mettant l'accent sur les technologies numériques, nous visons à soutenir la stratégie du gouvernement d'accélérer la transformation économique du pays, de stimuler la productivité et l'innovation. Cela sera réalisé en connectant les établissements de santé et d'éducation à Internet et en aidant les populations, notamment les jeunes et femmes, à accéder à des contenus éducatifs et à développer des compétences et l'entrepreneuriat numériques », souligne **Fily Sissoko, représentant résident de la Banque mondiale pour le Togo**.



Afrique / santé

Des partenaires investissent 45 millions USD dans la production de vaccins

Dans le cadre de leurs efforts continus pour renforcer la santé publique et améliorer l'accès aux vaccins en Afrique, la Société financière de développement des États-Unis (DFC), la Banque africaine de développement et la Société financière internationale (SFI) ont annoncé un financement conjoint de 45 millions de dollars à VaxSen, l'entité de production et de commercialisation de vaccins de l'Institut Pasteur de Dakar (IPD) au Sénégal.

● Nicole Esso

L'accord, signé le 13 décembre 2024 à Dakar, en présence du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, souligne le leadership du Sénégal dans l'avancement des objectifs communs de santé publique partagés par les trois institutions. Cet investissement permettra de renforcer la capacité de production de vaccins, soutiendra les chaînes d'approvisionnement locales et établira un réseau solide pour la commercialisation des vaccins, conformément à la Vision 2040 de l'Union africaine visant à produire localement 60 % des besoins en vaccins du continent. Cette collaboration se concentrera sur l'élargissement des capacités de production de vaccins dans la nouvelle installation ultramoderne dite Project Madiba de l'Institut Pasteur de Dakar, tout en stimulant la création d'emplois et la croissance économique. Cet investissement de 45 millions de dollars vise à combler les pénuries mondiales de vaccins et renforcer la résilience contre les pandémies et les maladies évitables. Il soutient également plusieurs objectifs essentiels de développement. Il s'agit de la Vision 2040 de l'Union africaine qui vise à réduire la dépendance aux



importations de vaccins et à mettre en place des systèmes de santé robustes et à renforcer la sécurité sanitaire de l'Afrique pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies ; l'ODD 3 (sur la santé et le bien-être), l'ODD 8 (sur le travail décent et la croissance économique) et l'ODD 9 (sur l'industrie, l'innovation et l'infrastructure). Ousmane Fall, directeur des opérations non souveraines et directeur par intérim du développement de l'industrie et du commerce à la Banque africaine de développement a déclaré : « La Banque africaine de développement est honorée de soutenir cette initiative cruciale, qui s'aligne sur notre Vision 2030 et notre Plan d'action pour le développement de l'industrie pharmaceutique de l'Afrique. Cela démontre notre engagement fort à contribuer au développement de la maturité de l'industrie en augmentant

les capacités de production locale pour accroître la part et la valeur de la production pharmaceutique africaine, soutenir les fabricants locaux pour répondre aux besoins de sécurité sanitaire nationale et régionale, mobiliser des partenaires et des ressources mondiaux pour développer la capacité de fabrication, les compétences et le transfert de technologie en Afrique, et fournir un financement à long terme pour aider les fabricants de vaccins établis à diversifier leur portefeuille de produits et de technologies ». Pour le directeur général de la Société financière internationale, Makhtar Diop, « ce partenariat avec l'Institut Pasteur de Dakar témoigne de l'engagement de la SFI à renforcer les infrastructures de santé de l'Afrique. En facilitant la production locale de vaccins, nous aidons à construire un système de santé plus résilient capable

de mieux répondre aux défis actuels et futurs. » Quant à la directrice adjointe de la Société financière de développement des États-Unis, Nisha Biswal, elle a souligné que « la DFC est fière d'avoir soutenu l'Institut Pasteur de Dakar avec un prêt de 15 millions de dollars et une subvention précédente de 3 millions de dollars pour une assistance technique. Ces

contributions ont facilité la construction de l'installation Madiba et l'extension des capacités de fabrication de vaccins flexibles. Cette installation améliorera considérablement la capacité de l'Institut Pasteur de Dakar à produire une variété de vaccins, au-delà de leur focus traditionnel sur le vaccin contre la fièvre jaune. Ce par-

tenariat souligne notre engagement commun à faire progresser la santé mondiale et à soutenir des solutions de santé innovantes. Ensemble, nous ouvrons la voie à un avenir plus sain, en nous appuyant sur un siècle d'excellence scientifique et d'engagement pour la santé publique. »

Protocole d'accord

La BAD et le Fonds saoudien de développement formalisent leur engagement

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le Fonds saoudien de développement ont formalisé leur engagement à travailler ensemble au bénéfice du continent à travers des projets transformateurs communs en relation avec le secteur public.



● Junior Aredola

Lors d'un atelier organisé le 27 novembre 2024 en visioconférence, les représentants des deux institutions ont passé en revue les domaines et modalités de coopération contenus dans le protocole d'accord signé en avril dernier, entre le président du Groupe de la Banque africaine de développement Akinwumi Adesina et le président directeur général du Fonds saoudien de développement, Sultan Al A. Marshad. Objectif : renforcer l'efficacité opérationnelle de leurs interventions conjointes sur le continent dans le cadre dudit protocole. Le protocole d'accord, qui établit un cadre de coopération stratégique et opérationnel, permet aux deux institutions de mener des activités de collaboration renforcée en relation avec des projets du secteur public à travers des cofinancements. Les

projets couvrent plusieurs domaines : agriculture, énergie, transports, changements climatiques, entre autres. Le protocole prévoit aussi que les parties s'efforcent de renforcer mutuellement leur présence et participation dans leurs domaines d'activité respectifs afin de promouvoir leur visibilité. Sont également prévus un détachement de personnel et une collaboration renforçant le partenariat et l'échange de bonnes pratiques. Au niveau opérationnel, des travaux conjoints de diagnostic et d'analyse, ainsi que des évaluations des capacités institutionnelles, sont inclus, mais aussi des programmes de travail annuels, une assistance technique et un partage de connaissances. Les projets éligibles seront définis en conformité avec les règles et procédures de chaque institution qui définira ses modalités de participation (montants de financement, appui technique, etc.) aux projets jugés d'intérêt public. Dans la mesure du possible, les parties entreprendront des missions conjointes de

programmation par pays et/ou de diligence raisonnable afin d'identifier les projets susceptibles d'être cofinancés. Une évaluation annuelle conjointe sera menée sur les réalisations et les progrès à des fins d'ajustement, si nécessaire. Chaque partie informera sur les détails de son cycle de projet et de son calendrier d'activités. Le protocole prend en charge également les aspects liés aux éléments d'ordre fiduciaire, aux procédures de lutte contre la corruption ainsi que les sauvegardes sociales et environnementales. L'atelier a réuni des responsables de plusieurs départements sectoriels des deux institutions, concernés par le protocole : opérations souveraines, agriculture, transport, eau et assainissement, énergie communication, juridique, intégration, partenariats, passation des marchés, etc. Chaque institution a présenté ses instruments légaux et les opérations qui pourraient faire l'objet d'un cofinancement parallèle dans le cadre de ce partenariat.

Marchés émergents

HSBC et la SFI annoncent 1 milliard \$ pour le commerce

Le déficit de financement du commerce demeure un défi colossal, ce qui nécessite des engagements à long terme et des solutions innovantes pour combler l'écart. La situation est particulièrement un frein en Afrique qui ne représente que 2,5% du commerce mondial.

Le groupe bancaire britannique HSBC et la Société financière internationale (SFI), branche de la Banque mondiale, ont annoncé le jeudi 12 décembre, qu'ils prévoient de débloquer jusqu'à 1 milliard de dollars de transactions commerciales dans 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Ce financement devrait contribuer à combler une partie du déficit mondial de financement commercial, estimé à 2500 milliards de dollars. Le partenariat s'appuie sur un partage égal des risques entre les deux institutions et s'inscrit dans le cadre du « Global Trade Liquidity Program » de la SFI. En deux décennies, ce programme a permis de soutenir 80 milliards de dol-



lars d'échanges, grâce à près de 30 000 transactions commerciales. Dans les détails, l'objectif de ce nouvel accord est de soutenir le commerce transfrontalier et de renforcer les exportations dans des secteurs stratégiques, alors que les économies émergentes subissent les effets combinés des tensions géopolitiques et des restrictions financières. En Afrique, qui ne représente que 2,5% du commerce mon-

dial, une étude menée par la SFI et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) révèle que le financement du commerce ne couvre que 25% des exportations et importations de marchandises dans certains pays africains, comparativement à une moyenne de 40% pour l'ensemble du continent et près de 80% à l'échelle mondiale.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 19 décembre 2024

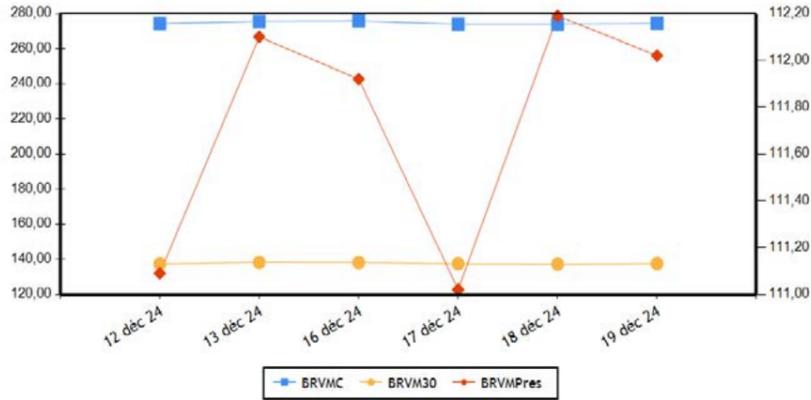
N° 242

BRVM COMPOSITE	274,34
Variation Jour	0,13 %
Variation annuelle	28,11 %

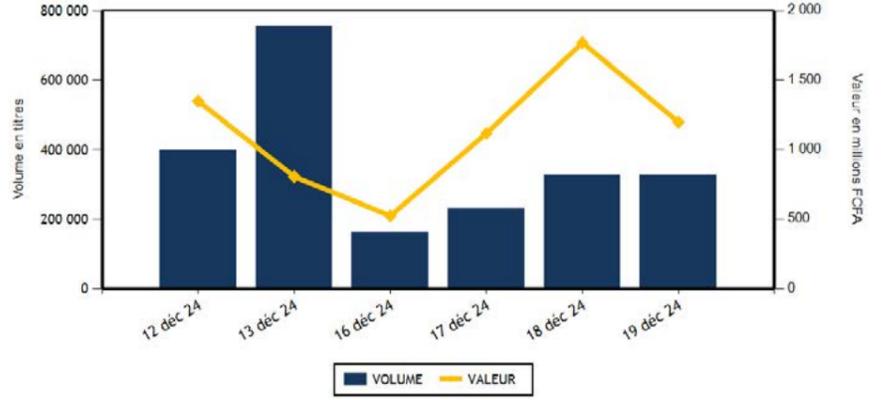
BRVM 30	137,48
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	27,47 %

BRVM PRESTIGE	112,02
Variation Jour	-0,15 %
Variation annuelle	10,40 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 017 373 157 087	0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	324 155	-0,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 193 226 074	-31,92 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	8	-55,56 %
Nombre de titres en baisse	25	78,57 %
Nombre de titres inchangés	12	-7,69 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 336 645 102 100	0,01 %
Volume échangé	374	-76,89 %
Valeur transigée (FCFA)	3 534 561	-77,60 %
Nombre de titres transigés	8	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-16,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	880	3,53 %	11,39 %
CIE CI (CIEC)	2 250	2,27 %	32,35 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	17 400	1,72 %	59,63 %
SICABLE CI (CABC)	1 160	1,31 %	4,50 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 340	1,08 %	30,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	465	-7,00 %	-48,33 %
BERNABE CI (BNBC)	940	-6,00 %	-6,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 775	-4,05 %	33,46 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	4 895	-4,02 %	-
SUCRIVOIRE (SCRC)	775	-3,73 %	63,16 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,02	-0,15 %	10,40 %	46 487	410 308 760	8,56
BRVM-PRINCIPAL	37	138,45	0,54 %	33,18 %	277 668	782 917 314	13,39

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	122,19	0,18 %	20,94 %	24 255	66 290 705	18,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	759,87	0,51 %	42,98 %	51 536	646 195 760	10,44
BRVM - FINANCES	15	100,23	-0,26 %	15,98 %	132 703	267 476 319	6,32
BRVM - TRANSPORT	2	323,80	-0,37 %	-2,16 %	5 567	7 306 835	4,19
BRVM - AGRICULTURE	5	193,51	-0,85 %	19,78 %	54 948	97 925 545	40,99
BRVM - DISTRIBUTION	7	325,41	0,02 %	-0,85 %	38 929	52 009 085	37,78
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	672,05	-4,20 %	-39,48 %	16 217	56 021 825	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,96
Taux de rendement moyen du marché	9,07
Taux de rentabilité moyen du marché	9,90
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	504 209,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 753 486 254,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	16,04
Ratio moyen de satisfaction	16,68
Ratio moyen de tendance	104,01
Ratio moyen de couverture	96,14
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	3,38
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = Moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES PAYS DE L'UEMOA
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

Energie

Le Japon mise tout sur les renouvelables

L'archipel nippon souhaite que les énergies renouvelables représentent désormais sa première source d'électricité à l'horizon 2040, selon le nouveau plan énergétique du gouvernement. Il compte toutefois s'appuyer sur un mix faisant encore la part belle au thermique et au nucléaire.

Afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, le Japon veut miser encore plus sur le développement des énergies renouvelables. Le pays prévoit désormais qu'elles couvrent 40% à 50% de sa production énergétique d'ici 2040, selon la version préliminaire de son nouveau plan énergétique stratégique dévoilé ce mardi 17 décembre, par l'agence des ressources naturelles et de l'énergie. Soit plus que son précédent objectif, fixé à 38% pour 2030. Le bond devra même être colossal comparé au 23% assuré l'an dernier. Le pays vise toutefois un mix énergétique ne dépendant pas seulement d'une seule source. Et ce, afin « d'assurer à la fois un approvisionnement stable en énergie et la décarbonisation », justifient les auteurs de ce le plan. Sachant que l'exécutif nippon prévoit une augmentation de 10% à 20% de la production d'électricité



du pays d'ici à 2040, en comparaison avec 2023. Le texte doit désormais être examiné par des experts avant d'être soumis à l'approbation du gouvernement.

Remontée en puissance du nucléaire

Ainsi, le thermique conservera une place décisive dans la production d'énergie. En 2023, ces centrales ont assuré près de 70% de ses besoins en électricité. Le gouvernement souhaite que cette proportion tombe à 30% ou 40% d'ici 2040 - le précédent objectif tablait sur 41% pour 2030. En parallèle, l'énergie nucléaire va retrouver une place de choix. Car

le projet de plan n'inclut plus l'intention du pays de réduire « autant que possible » sa dépendance à l'atome. Pour rappel, cet objectif avait été fixé après la catastrophe nucléaire de la centrale de Fukushima en 2011. Pour rappel, un tsunami, déclenché par le plus grand tremblement de terre jamais enregistré dans l'archipel, avait submergé l'installation. Le gouvernement avait par la suite fermé toutes les centrales nucléaires du pays. Avant de les remettre progressivement en service pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, en dépit de levées de boucliers dans certaines régions.

(Avec AFP)

Chine

Pékin mise sur une aide fiscale pour relancer la consommation

La Chine va intensifier le soutien fiscal direct aux consommateurs en 2025. Une démarche qui a surtout pour objectif de booster sa croissance, attendue à l'un de ses plus faibles niveaux depuis des décennies.

Stimuler la consommation : telle est la priorité de la Chine afin de faire décoller la croissance, l'année prochaine. Pour y parvenir, le gouvernement va « augmenter considérablement » les fonds provenant des obligations spéciales à très long terme, a précisé l'agence de presse gouvernementale Xinhua, ce lundi 16 décembre, citant un fonctionnaire de la Commission centrale des affaires financières et économiques. Aucun détail n'a toutefois été dévoilé concernant le montant de la subvention. Cette démarche doit permettre de soutenir les améliorations industrielles et le programme d'échange de biens de consommation en 2025. Concrètement, les mesures se concentreront sur l'augmentation des revenus des ménages, soutenus par des dépenses fiscales accrues. Mais aussi sur une meilleure sécurité sociale, la création d'emplois, des hausses des salaires et des retraites, de meilleures subventions pour l'assurance médicale et des politiques natalistes. Au total, 150 milliards de yuans (19,59 milliards d'euros) provenant de ces obligations ont



été alloués pour soutenir les biens de consommation en 2024. Comme par exemple financer le changement de son réfrigérateur ou de sa télévision. Le revenu global des ventes générés par ce programme a dépassé les 1.000 milliards de yuans jusqu'à présent.

Enfin du mieux ?

Plus globalement, c'est l'ensemble de son économie que la Chine tente de relancer depuis plusieurs mois, à grand renfort d'annonces. Et particulièrement son secteur immobilier. Pendant deux décennies, il a représenté un quart de son produit intérieur brut (PIB). Or, il est en proie à une crise profonde depuis quelques années. Les

promoteurs souffrent depuis 2020 d'un durcissement par Pékin des conditions d'accès au crédit. Une décision qui a entraîné la mise à l'arrêt de chantiers, désormais inachevés. Et, surtout, un recul des prix qui déprécie la valeur d'un bien, dissuadant les Chinois d'investir dans la pierre. Dans ce contexte, des mesures ont été promises, notamment des incitations fiscales sur les transactions immobilières, des baisses de taux d'intérêt et l'assouplissement de certaines restrictions à l'achat de logements. Ce qui semble commencer à porter ses fruits. Selon des données officielles publiées ce lundi, les prix de l'immobilier ont baissé en novembre au rythme le plus lent depuis 17 mois.

(Avec agences)

Uranium

La Chine remplace la Russie au Kazakhstan

Kazatomprom a annoncé le retrait de Rosatom de projets d'extraction d'uranium au Kazakhstan, ce mardi. Le pays est, de loin, le premier producteur mondial d'uranium, avec 43% de la production en 2022.

Le géant russe du nucléaire Rosatom se retire de projets d'extraction d'uranium au Kazakhstan, premier producteur mondial, a annoncé ce mardi 17 décembre l'entreprise étatique Kazatomprom. « Kazatomprom annonce le retrait de son partenaire russe de certaines co-entreprises », confirme ainsi un communiqué de la plus grande entreprise minière d'uranium au monde, qui exploite ce métal sur 26 sites au Kazakhstan. Un pays grand comme cinq fois la France bordant la Russie et la Chine. « Uranium One Group, qui fait partie de Rosatom, a vendu 49,979% de ses parts à Astana Mining Company, dont le bénéficiaire ultime est une entreprise chinoise, State Nuclear Uranium Resources Development (SNPTC), poursuit le communiqué. Il est prévu qu'Uranium One Group vende 30% de sa participation aux capitaux de Khorasan-U et de Kyzylkum LLP à China Uranium Development Company Limited, dont le bénéficiaire ultime est la China General Nuclear Power Corporation. » Kazatomprom, qui extrait sur d'autres gisements de l'uranium avec des entreprises françaises (avec Orano via



la co-entreprise Katco), canadiennes ou encore japonaises, précise conserver une participation identique dans les trois cas.

L'influence grandissante de la Chine

Le départ du géant russe Rosatom au profit d'entreprises chinoises illustre la puissance économique grandissante de Pékin, désormais incontournable dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Kazatomprom a par ailleurs annoncé mardi avoir « lancé un programme d'exploration à grande échelle », et obtenu en 2024 quatre licences pour l'exploration de sites dont les réserves sont estimées à plus de 180.000 tonnes d'uranium. Le Kazakhstan est de loin le premier producteur mondial d'uranium, avec 43% de la production en 2022 (21.227

tonnes), selon les derniers chiffres de l'Association nucléaire mondiale, ainsi que le troisième fournisseur d'uranium naturel à l'Union européenne. Mais le pays souffre d'un déficit de production énergétique. Pour le pallier, les autorités kazakhes vont construire une nouvelle centrale nucléaire près du lac Balkhach (sud). Un projet pour lequel sont sur les rangs la Chine, la Russie, la France et la Corée du Sud. Les négociations ont démarré début décembre. Celles-ci sont menées avec Electricité de France (EDF), et sa filiale Framatome et Arabelle Solutions (fournisseur de turbines pour des réacteurs). Il s'agit du premier pas concret, un mois après que le président français Emmanuel Macron a proposé au Kazakhstan une aide dans le domaine du nucléaire civil.

(Avec AFP)

Automobile

Stellantis rassure sur son engagement en France

Le président de Stellantis John Elkann a « confirmé » au président Emmanuel Macron « l'engagement du groupe automobile en France » et un soutien à ses usines, a indiqué lundi l'Elysée

Dans un contexte de ralentissement du marché automobile et de mutation accélérée vers l'électrique, Stellantis se veut rassurant. Reçu lundi 16 décembre par Emmanuel Macron, John Elkann, qui a pris la tête d'un comité exécutif, après le départ de Carlos Tavares, « a confirmé au chef de l'Etat l'engagement du groupe automobile en France, dans la perspective de nouveaux projets dans l'Hexagone », a indiqué l'Elysée. Le dirigeant par intérim, ex-patron du constructeur automobile italo-américain Fiat Chrysler, dont la holding familiale Exor est le principal actionnaire de Stellantis avec 14,2% du capital, devant la famille Peugeot (7,1%) et l'Etat français (6,1%), a « souligné sa volonté de continuer à soutenir les usines où le groupe est implanté », selon la même source.



Un « potentiel de retournement » dès 2025

Le groupe industriel a confirmé à l'AFP que l'entretien avait notamment porté sur « l'ancrage de Stellantis en France, qui ne sera pas remis en question ». De même source, John Elkann a aussi évoqué l'importance pour son entreprise du réseau commercial de ses marques en France, de ses fournisseurs et autres emplois induits. Le constructeur compte

42.000 salariés en France, sur 258.000 dans le monde fin 2023. Avant le départ de Carlos Tavares, Stellantis avait déjà assuré qu'aucune usine française ne fermerait à court terme. Mais la production doit baisser de 20% en 2025 pour s'adapter à un marché européen au ralenti. Stellantis devra notamment se positionner « d'un côté sur la gestion des marques pour regagner des parts de marché, et de l'autre côté pour gérer les capacités de production excédentaires en Europe comme en Amérique du Nord », a commenté début décembre l'analyste Philippe Houchois dans une note pour le cabinet Jefferies. Pour les analystes d'UBS cependant, le groupe garde « le meilleur potentiel de retournement de l'industrie automobile européenne en 2025 ».

(Avec AFP)

Prix des produits alimentaires

Le cours des huiles végétales tire l'Indice FAO légèrement vers le haut en novembre

Rome – L'indice de référence pour le prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale a atteint en novembre son niveau le plus haut depuis avril 2023, en hausse de 0,5 pour cent depuis octobre, sous l'effet d'une envolée des cours internationaux des huiles végétales, d'après les informations communiquées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un ensemble de produits alimentaires échangés dans le monde entier, s'est établi en moyenne à 127,5 pour cent en octobre. S'il s'agit d'une hausse de 5,7 pour cent par rapport à la valeur affichée il y a un an, il reste 20,4 pour cent en deçà du pic de mars 2022. L'Indice FAO des prix des huiles végétales a progressé de 7,5 pour cent en novembre par rapport au mois précédent, soit une deuxième hausse marquée en deux mois et 32 pour cent de plus que sa valeur enregistrée un an auparavant. Les prix mondiaux de l'huile de palme ont grimpé encore davantage, sur fond de préoccupations suscitées par une production plus faible que prévu après des précipi-



tations excessives en Asie du Sud-Est. Les prix internationaux de l'huile de soja ont augmenté sous l'effet de la demande à l'importation dans le monde; les cours de l'huile de colza et de tournesol, eux, ont enflé en raison du resserrement des perspectives mondiales concernant l'offre, qui a porté atteinte à leurs marchés respectifs. L'Indice FAO des prix des produits laitiers est resté sur sa trajectoire ascendante en novembre, marquant

une hausse de 0,6 pour cent par rapport à octobre, ce qui s'explique par le rebond de la demande mondiale à l'importation de poudre de lait entier. Les prix du beurre ont atteint un nouveau record dans un contexte de forte demande et de contraction des stocks en Europe occidentale, tandis que les prix du fromage ont augmenté en raison des disponibilités limitées à l'exportation. Les autres indices subsidiaires ont fléchi en

novembre. L'Indice FAO des prix des céréales a reculé de 2,7 pour cent, soit une baisse de 8 pour cent par rapport à la valeur enregistrée il y a un an. Les prix mondiaux du blé ont baissé en raison d'un repli de la demande à l'importation au niveau mondial et d'un accroissement de l'offre issue des récoltes en cours dans l'hémisphère sud.

Les prévisions actualisées indiquent un déclin du rapport

stocks/utilisation de céréales

D'après le dernier Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, publié lui aussi vendredi, la production mondiale de céréales en 2024 devrait décroître d'environ 0,6 pour cent par rapport à l'année dernière pour s'établir à 2 841 millions de tonnes. Bien qu'il s'agisse d'une révision à la baisse par rapport à octobre, il s'agit tout de même du deuxième volume de production le plus élevé jamais enregistré. La production mondiale de blé de 2024 devrait être équivalente à celle de 2023, soit 789 millions de tonnes, tandis que, selon les prévisions, la production de maïs baissera de 1,9 pour cent par rapport à l'année précédente et atteindra les 1 271 millions de tonnes, du fait des rendements plus bas que prévu dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique. Les projections de la FAO concernant la pro-

duction annuelle de riz en 2024-2025 ont légèrement évolué et indiquent à présent une hausse annuelle de 0,8 pour cent, soit un volume record de 538,8 millions de tonnes. En ce qui concerne 2025, le tassement des prix du blé pourrait être un frein à l'augmentation des superficies où se cultive le blé d'hiver, dont l'ensemencement est en cours dans l'hémisphère nord. Des précipitations inférieures à la normale dans des régions clés de la Fédération de Russie consacrées à la culture du blé ont eu pour effet de réduire les niveaux d'humidité du sol, ce qui complique l'ensemencement. En revanche, les niveaux favorables d'humidité des sols et les politiques publiques de soutien, conjugués à des prix rémunérateurs, devraient encourager l'expansion des superficies ensemencées en Chine et en Inde.

HOROSCOPE finance

Bélier Vous serez très pressé d'améliorer votre pouvoir d'achat. Pourtant, si vous voulez atteindre ce but, il ne faudra justement pas chercher à brûler les étapes. Sans quoi, vous deviendrez la proie rêvée des escrocs et des manipulateurs, qui vous promettent la fortune du jour au lendemain.

Taureau Avec la présence de Saturne dans votre Ciel, ce sera sans doute le début d'une période de vaches maigres ! Vous ne risquez certes pas une catastrophe, mais vous devez vous attendre à voir vos revenus se stabiliser ou même diminuer. Vous vous en sortirez bien si vous faites en effort d'organisation et d'économie.

Gémeaux Soyez très vigilant en ce qui concerne vos finances. Vous ne risquez rien de grave si vous restez attentif et si vous contrôlez soigneusement vos dépenses. Mais si vous manquez de rigueur, vous risquez de le payer cher. Pourquoi ? Tout simplement parce que Saturne, planète de restriction, sera mal aspecté.

Cancer Ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières mal préparées ou beaucoup trop risquées. Vous pourriez vous retrouver dans une situation catastrophique, car certains astres seront contre vous sur ce plan. En revanche, vous aurez des chances de réussir sur le plan professionnel si votre métier n'implique pas la manipulation de l'argent.

Lion Vous ne devriez pas avoir trop d'inquiétudes cette fois sur le plan financier. A condition, bien sûr, de rester assez prudent. Certes, Saturne a cessé d'affecter votre équilibre budgétaire, ce qui devrait entraîner une réelle amélioration. Mais n'oubliez pas qu'il y aura toujours la Lune dans votre Ciel, qui pourra vous jouer des tours si vous dépensez trop ou si vous manquez de jugeote.

Vierge Avec cet aspect de Saturne, il faudra se préparer à des retournements soudains de situation au moment même où vous devrez faire face à une échéance financière. N'attendez donc pas le dernier moment pour vous organiser. Et surtout, ménagez-vous une large marge de manoeuvre en prévoyant le pire, par exemple les défaillances possibles de vos débiteurs ou un retard du courrier à cause d'une grève de la Poste.

Balance Vous serez diablement dépensier. Ce sera le principal sujet de dispute avec votre conjoint. Mais, comme vous le comblerez de cadeaux, il ne pourra pas trop vous en vouloir. De la modération, quand même !

Scorpion Vous avez des difficultés à arrondir vos fins de mois ? Si la chance vous sourit, vous aurez du jour au lendemain sur le bras le problème de dépenser cet argent qui vous sera tombé du ciel. Eh bien, il n'est pas impossible que dame Chance vienne vous visiter aujourd'hui !

Sagittaire Il existera des risques pour vous sur le plan financier, car les aspects de Pluton vous seront contraires. Soyez très prudent ; il faudra vous confiner strictement dans le réalisme et éviter les spéculations n'offrant pas suffisamment de garantie. Les associations ne vous seront pas très favorables pour le moment.

Capricorne Tout ira bien dans le domaine financier. Vous bénéficierez d'une chance certaine et, même sans gagner des sommes conséquentes, vous jouirez d'une aisance pécuniaire agréable qui vous mettra à l'abri des besoins aigus. Uranus vous protégera et pourrait même vous rendre chanceux aux jeux de hasard, à condition que vous limitiez les risques.

Verseau Ceux d'entre vous qui ont eu du mal à gérer leur budget ces derniers temps devraient mieux s'en sortir grâce à Vénus. Attention, cependant, à Pluton mal aspecté, qui pourra vous mettre dans l'obligation de faire des dépenses imprévues pour votre domicile ou vos proches.

Poisson Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



**Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC